

RETRAITES : FAIRE LA CLARTE !

La campagne de conditionnement médiatique organisée par le gouvernement pour justifier une nouvelle « réforme » contre les retraites rencontre en écho le communiqué commun CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires datée du 15 février 2010 et proposant une énième journée d'action « saute-mouton » (la 7ème en à peine un an !) le 23 mars... D'un côté le gouvernement assène qu'une « réforme » est incontournable... Et de l'autre, CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires s'inscrivent dans ce débat;

FORCE OUVRIERE a eu raison de ne pas signer un texte qui ne contient aucune revendication précise et qui s'intègre complètement dans le projet gouvernemental d'organiser des discussions dans l'objectif d'aboutir à une « réforme »... et qui au bout du bout renoue avec les journées d'action bidon sans appel clair à la grève...

Pour FORCE OUVRIERE, la situation nécessite la plus grande clarté : clarté sur les revendications, clarté sur les modalités de l'action, clarté sur les positions des uns et des autres... C'est ce que propose l'analyse ci-dessous !

COMMUNIQUE COMMUN CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA (15 février 2010)

Lors du sommet social qui s'est tenu aujourd'hui, le président de la République s'est limité à annoncer une série de rendez vous. Les organisations syndicales continuent de manifester leur profonde inquiétude sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les retraites.

Le gouvernement n'a apporté aucune réponse concrète sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail et les politiques publiques. Il renvoie la question des chômeurs en fin de droits à une concertation avec le secrétaire d'Etat à l'emploi.

Alors que les organisations syndicales ont récemment dénoncé les atteintes au statut général des fonctionnaires, **le gouvernement ne dit rien non plus sur le malaise » dans la Fonction publique.** Au nom de la révision générale des politiques publiques, il supprime des emplois au détriment des missions des services publics.

La dégradation des conditions de travail et de l'emploi touche les salariés du privé comme du public.

Concernant les retraites, avec un projet de loi annoncé dès septembre 2010, **le calendrier reste très serré.** Les organisations syndicales affirment **leur volonté pour que le débat sur les retraites prenne en compte l'ensemble des questions** tant au niveau du privé que du public, notamment le **niveau des pensions**, l'emploi, le financement, la **pénibilité**, le **code des pensions** et la réduction des inégalités.

Les rendez-vous fixés par le président de la République et les négociations avec le patronat doivent être l'occasion d'apporter des solutions favorables aux salariés. La situation économique et sociale nécessite l'intervention convergente des salariés du public comme du privé, des retraités, des privés d'emplois, pour porter avec force leurs attentes et défendre leurs intérêts communs.

C'est pourquoi les organisations syndicales décident d'une **mobilisation interprofessionnelle unitaire afin de peser sur ces différents rendez-vous.** Elles décident ensemble d'une journée qui donne lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays le 23 mars.

Les organisations syndicales réaffirment que la sortie de crise passe par des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste, des politiques publiques en faveur d'une relance économique respectueuse des impératifs écologiques.

Pourquoi se contenter d'un simple constat ?

Pourquoi dans une déclaration syndicale ne pas revendiquer l'arrêt immédiat de tous les licenciements dans le privé et des suppressions de postes dans le public ?

Pourquoi ne pas revendiquer l'augmentation générale des salaires, des pensions, des minima sociaux ?

Là aussi, ce texte n'envisage aucune revendication...

Pourquoi ne pas exiger l'arrêt immédiat des suppressions de postes dans la Fonction Publique, l'abandon de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) ?

Pourquoi ne pas revendiquer le retrait de la réforme des lycées, le retrait de la loi de privatisation de la Poste, l'abrogation de la loi Bachelot contre les hôpitaux publics... ?

Le problème serait-il une question de calendrier ?

Un délai de quelques mois supplémentaires changerait-il la donne alors que le gouvernement a indiqué ses objectifs ?

Enfin si l'on discute du calendrier, c'est qu'on est d'accord pour discuter d'un projet de réforme !

La « demande » commune CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires est déjà satisfaite puisque Sarkozy a lui-même déclaré que « tout devait être mis sur la table ».

Que le débat prenne en compte « le niveau des pensions »... Sans exiger de bloquer l'allongement de la durée de cotisations ? Sans revendiquer le maintien du calcul sur les 6 derniers mois dans le public et le retour au calcul sur les 10 meilleures années dans le privé ?

Que le débat prenne en compte « la pénibilité »... C'est pure hypocrisie d'engager ce débat au moment où le gouvernement remet en cause la reconnaissance de la pénibilité pour les infirmières en portant l'âge de départ à la retraite de 55 à 60 ans !

Que le débat prenne en compte « le Code des Pensions »... Le gouvernement veut justement en débattre pour le remettre en cause ...

Sarkozy l'a déclaré dans le Figaro : « tous ces éléments doivent être sur la table ».

Quelles solutions favorables ??? Le texte ne contient aucune revendication précise... Les seules éléments connus sont les projets du gouvernement et les positions des uns et des autres : un « Grenelle des retraites » pour travailler « sur des scénarios de réforme systémique » pour Chérèque et « une période de débat suffisamment longue avant que les décisions ne soient prises » pour Thibault...

Et comme conclusion à un texte vide de revendications, l'appel à une nouvelle journée d'action sans appel clair à la grève... Chacun sait que ces journées « saute mouton » sont inefficaces !



RETRAITES : FAIRE LA CLARTE !

Contre la campagne de conditionnement et le « diagnostic partagé »... rétablir la vérité... !

Le gouvernement organise une campagne de conditionnement pour justifier une nouvelle contre-réforme dégradant les retraites des salariés... Il construit un scénario catastrophe en évoquant un déficit croissant du régime général (100 milliards en 2050 !).

En réalité, le gouvernement, qui a su trouver 360 milliards pour les banques en 2009, organise l'asphyxie par une réduction des recettes... Le développement du chômage, le gel des salaires conduisent à une dégradation pour la sécurité sociale en général et pour les retraites des salariés en particulier...

De plus le régime général de retraite subit des détournements sans précédent :

- ⇒ Plus de 36 milliards d'€ d'exonérations non compensées depuis 1991... soit 15 milliards en moins pour les retraites
- ⇒ La perte du pouvoir d'achat et le gel des salaires représentent une perte de 6,5 milliards d'€ sur 10 ans
- ⇒ Des éléments croissants de salaire (participation, intéressement) ne sont pas soumis à cotisation, ce qui représente un manque à gagner de plus de milliards d'€.
- ⇒ Les transferts des régimes salariés vers les non salariés au titre de la compensation représentent une perte de plus de 5 milliards pour le régime général en 2007 (plus de 23 milliards entre 2001 et 2005)

Il n'y a pas de déficit, mais une asphyxie organisée...!!!

Contre le consensus autour du débat sur les retraites... exprimer les revendications

Le gouvernement veut tout mettre à plat pour élaborer une « réforme » des retraites... La CFDT lui emboîte le pas et « revendique » une réforme du système de retraite... Et la CGT, qui souhaite « période de débat suffisamment longue avant que les décisions ne soient prises », se prononce pour une « maison commune des retraites » qui n'est que la traduction du projet d'uniformisation des régimes de retraites voulue par Sarkozy... Tous s'insèrent dans le diagnostic partagé pour débattre d'une future contre-réforme dont le gouvernement a déjà précisé les objectifs : remise en cause de la retraite à ans, allongement de la durée de cotisation, remise en cause du mode de calcul...

La Confédération FORCE OUVRIERE, qui a sans cesse rappelé qu'elle n'était pas liée au « diagnostic partagé », considère qu'il

est plus que jamais nécessaire d'affirmer clairement et précisément les revendications :

- ▶ **Maintien du droit à la retraite à 60 ans**
- ▶ **Non à tout allongement de la durée de cotisations : 40 ans c'est déjà trop... pour un retour aux 37,5 annuités pour tous, privé et public**
- ▶ **Le retour au calcul sur les 10 meilleures années dans le privé et maintien du calcul sur les 6 derniers mois dans le public**
- ▶ **Suppression du système de décote**
- ▶ **Maintien du Code des pensions et des statuts particuliers... Défense du régime général des retraites par répartition...**

Pour FO, pas d'ambiguïté : il faut exprimer clairement les revendications !

**Contre les journées d'action à répétition inefficaces,
FO maintient sa proposition d'un appel franc et clair à une journée nationale
de grève générale interprofessionnelle pour bloquer le pays !**

CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires ont refusé la proposition de FO d'appeler clairement à la grève sur 3 revendications précises : pas d'allongement de la durée de cotisations, maintien de la retraite à 60ans, défense du Code des Pensions... La CGT et la CFDT poursuivent les journées « saute-moutons » et proposent une nouvelle journée d'action le 23 mars sans revendications précises ni appel à la grève interprofessionnelle... L'UD FO ne participera pas à cette journée d'action dont l'objectif est de détourner les salariés de leurs revendications...

La défense de nos retraites mérite bien une grève générale !

**Réunion publique FORCE OUVRIERE
Lundi 22 mars 2010 à 18 heures
UD FO du Puy de Dôme à Clermont-Fd**